

## Dictature sanitaire : Civitas manifeste à Paray-le-Monial et Bergerac

Author : Rédaction Riposte Catholique

Categories : [Brèves](#), [En Une](#)

Date : 3 mai 2021



Une quarantaine de personnes de l'association Civitas se sont [rassemblées](#) ce dimanche face au vaccinodrome de Paray-le-Monial. Venues avec des pancartes contre la "dictature sanitaire", elles ont fait un chapelet devant les locaux, fermés le dimanche.

Sur le site *Media-Presse-Info*, qui relaie régulièrement les actions de Civitas, il est [précisé](#) que "face au vaccinodrome, surnom donné par la presse au centre de vaccination anti-Covid des lieux, les participants – une cinquantaine – ont récité un chapelet public pour la France et pour nos libertés fondamentales et ont dénoncé la dictature sanitaire mise en place".

## **Bergerac : le préfet interdit la manifestation car "c'est un office religieux en plein air"**

Une autre manifestation, bien qu'interdite par le préfet de Dordogne, [a eu lieu à Bergerac](#) - cette dernière avait lieu en lien avec l'opération "Un chapelet pour la France". Une vingtaine de personnes se sont réunies place Pélissière.

Sud-Ouest indique : *"Un drapeau tricolore frappé du Sacré-Cœur et une affiche sur la « dictature sanitaire » complètent le décor. Dimanche 2 mai après-midi, le collectif catholique traditionaliste, Civitas, s'est réuni place Pélissière, à Bergerac (Dordogne). Une vingtaine de personnes ont assisté à la manifestation baptisée « Un chapelet public pour la France et pour le retour des libertés fondamentales ».*

Ce rassemblement avait été interdit par le préfet. Son arrêté justifiait cette décision par les « *risques de contamination par la Covid-19* », tout en considérant que le fait de dire « *qu'il s'agit d'une manifestation revendicative peut être légitimement qualifié de manœuvre dilatoire destinée à contourner l'interdiction* », alors que « *cet événement est manifestement constitutif d'un office religieux en plein air* ».

Les forces de l'ordre ont procédé à une quinzaine de contrôles d'identité, mais n'ont pas dressé de verbalisations, d'après Civitas qui envisage d'autres manifestations à l'avenir.